

Les États-Unis persistent dans leur politique hostile envers Cuba



Par María Josefina Arce

Le président américain Donald Trump réitère les actions hostiles envers Cuba qu'il a menées lors de son premier mandat, de 2017 à 2021. Comme par le passé, il affirme se préoccuper du bien-être des Cubains, mais en réalité, en seulement cinq mois de mandat, il a intensifié sa politique agressive, qui affecte la vie quotidienne de la population.

Dans un récent mémorandum de sécurité nationale concernant Cuba, Trump réaffirme sa politique intransigeante et soutient le blocus économique, commercial et financier que les États-Unis appliquent à Cuba depuis plus de six décennies.

Ce document, rappelle le ministère cubain des Affaires étrangères, réédite et modifie un document similaire publié en juin 2017, au début du premier mandat de Trump.

Le siège économique génocidaire est une réalité indéniable. Un exemple clair est que, rien qu'entre mars 2023 et février 2024, cette catastrophe a causé au pays des pertes de plus de cinq milliards de dollars.

Dénoncée par Cuba et de nombreux autres pays au sein de diverses organisations internationales, elle constitue une violation flagrante des droits humains, comme l'ont souligné les rapporteurs spéciaux des Nations Unies.

Les experts ont souligné qu'elle viole le droit des Cubains à la vie, à l'alimentation, à la santé et à l'éducation, entre autres droits fondamentaux.

Mais Trump s'en fiche. Rappelons que sur les plus de 240 mesures adoptées durant son premier mandat pour renforcer le blocus, 55 l'ont été en pleine pandémie de COVID-19.

Cette position inhumaine a non seulement affecté la production de médicaments inclus dans le protocole cubain de lutte contre le nouveau coronavirus, mais a également entravé l'acquisition de respirateurs essentiels au traitement des patients gravement malades.

Trump renoue avec ses vieilles habitudes. Une fois de plus, il adopte des mesures qui menacent le progrès des Cubains. Ses actions hostiles vont de l'inscription de Cuba sur la liste des pays présumés soutenant le terrorisme à l'activation du controversé Titre Trois de la loi Helms-Burton, qui internationalise le blocus.

Le mémorandum émis le 30 juin, dénoncé par le vice-ministre cubain des Affaires étrangères Carlos Fernández de Cosío, ne répond pas aux intérêts de sécurité nationale des États-Unis, mais plutôt aux intérêts étroits, vengeurs et vils de ceux qui ont fait fortune et carrière politique grâce à l'agression contre Cuba.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/386729-les-etats-unis-persistent-dans-leur-politique-hostile-envers-cuba>



Radio Habana Cuba